



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

CPS - SUPPLEMENT AU N° 37

15 MAI 1991

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE)

A PROPOS DE DEUX "CONFERENCES MONDIALES"

UNE ATTENTE VAINES

Le "Projet de rapport politique, présenté par les camarades Seldjouk et Lambert, au comité central du 15 septembre pour l'ouverture de la discussion préparatoire au XXXVe congrès de la section française de la IVe Internationale" affirmait :

« Nous sommes la seule organisation qui réunisse son congrès tous les 12 ou 15 mois, en moyenne une fois par an. Qu'est-ce que cela signifie ? Trotsky nous a appris que la périodicité des congrès est un critère majeur de la démocratie. En pleine révolution et guerre civile, expliquait-il, les bolcheviques réunissaient leur congrès chaque année, discutant librement de la situation de la révolution, des tâches politiques. »

Plus précisément : les congrès et conférences des organisations qui combattent pour la reconstruction de la IVe Internationale sont, ou devraient être, des moments cruciaux de leur activité. C'est d'autant plus vrai que le développement de la lutte internationale des classes est plus riche. Or personne ne peut contester qu'en trois ans 1988, 1989, 1990 des événements gigantesques, de portée historique, se sont déroulés, pour ne rappeler que les principaux : le puissant mouvement qui a déferlé dans la partie est de l'Allemagne, dans les pays de l'Europe de l'est, en URSS (sans omettre le mouvement de la jeunesse et des travailleurs chinois) ; allant à

l'inverse, l'intervention impérialiste au Moyen-Orient. Aussi, la "Conférence mondiale des sections de la IVe Internationale (Centre Internationale de Reconstruction)" aurait-elle dû avoir une importance toute particulière, un ordre du jour chargé et riche. Elle aurait dû élaborer un ensemble de résolutions et de textes fondamentaux. D'autant plus qu'elle s'est tenue du 1er au 3 janvier 1991 alors que la conférence précédente avait eu lieu trois ans plus tôt, du 25 au 31 janvier 1988.

Longtemps nous avons attendu ces résolutions et ces textes pour les apprécier et éventuellement les commenter. Mais, mis à part la "Résolution politique adoptée par la conférence", que "Tribune Internationale" n° 59 de janvier 1991 a publiée, rien, au moins publiquement, n'est paru. Pas même une résolution ou seulement une simple déclaration concernant le Moyen-Orient émanant de cette "Conférence mondiale des sections de la IVe Internationale-CIR", n'a été publiée, alors que l'intervention impérialiste allait, deux semaines plus tard, devenir une guerre ouverte contre l'Irak et les peuples de cette région du monde. Si bien qu'en tout et pour tout cette conférence aura produit une résolution de deux pages. Il est peu vraisemblable que d'autres textes et résolutions y aient été élaborés. Etant donné l'importance politique du moment, où elle s'est tenue, il faut apprécier, sans plus attendre désormais, cette "Conférence mondiale" de "IVe Internationale-CIR".

UNE "CONFERENCE MONDIALE" BÂCLEE

Trois ans entre deux conférences internationales de "IVe Internationale-CIR" c'est très long : surtout en raison de l'importance des développements de la lutte des classes au cours de ces années. Au moins pouvait-on espérer qu'au cours de la préparation et de la tenue de la conférence des 1, 2, 3 janvier 1991, la discussion serait large et approfondie. Il n'en a rien été. Le n° 58, d'août-septembre 1990 de "Tribune Internationale" a publié un "Rapport sur la situation politique mondiale. Projet adopté dans sa ligne générale par le conseil général de la IVe Internationale (CIR) du 18-22 juillet 1990". Un rapport "adopté dans sa ligne générale" et, vraisemblablement non écrit, lorsqu'il fut adopté. Est-ce ainsi que l'on prépare sérieusement et dans la clarté politique une "conférence mondiale" ? Le même numéro de "Tribune Internationale" a publié un "Rapport de Pierre Lambert sur la re proclamation de la IVe Internationale", rapport que son

auteur a prononcé oralement à cette session de juillet 1990 du conseil général et que celui-ci n'a apparemment pas voté. Cette désinvolture politique témoigne d'un certain mépris vis à vis des membres du conseil général et surtout des organisations membres de "IVe Internationale-CIR". Aucun bulletin international de discussion n'a vu le jour. Tout au plus "La Vérité" de novembre 1990 a-t-elle édité des "Éléments de rapport du Secrétariat international de la IVe Internationale-CIR", que "la crise du Moyen-Orient" motivait.

Enfin, cette "conférence mondiale" — qui aurait dû analyser trois ans de développement international d'une lutte des classes particulièrement dense et importante, en tirer les enseignements, tracer en conséquence les perspectives politiques et définir l'action politique de "IVe Internationale-CIR", conférence qui avait, en plus, à son ordre du jour "la

reproclamation de la IVE Internationale" — a été bâclée en trois jours, les 1, 2, 3 janvier. D'ordinaire un simple conseil général siège cinq jours : le dernier a siégé les 18, 19, 20, 21, 22 juillet. La conférence précédente, qui n'était pas confrontée à d'aussi importants développements de la lutte des classes, s'est déroulée les 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 janvier 1988, soit sur sept jours. Il faut ajouter que faire commencer un 1er janvier une "conférence mondiale" n'est pas très heureux. Il est à craindre que pour beaucoup de délégués la séance du matin se soit directement enchaînée au réveil.

Ainsi, en pratiquement deux jours et demi, la conférence : a

A NOUVEAU SUR LA PROPRIETE ETATIQUE ET LA PROPRIETE SOCIALE

Analysons la "Résolution politique adoptée par la conférence". Première constatation : pas un mot sur l'intervention et la guerre impérialiste au Moyen-Orient. Le point un estime : que le mode de production capitaliste à son stade pourrissant entraîne les plus gigantesques destructions des forces productives ; que la bureaucratie "totalement dégénérée (sic) montre avec la plus aveuglante clarté son caractère et sa nature d'agent servile de l'impérialisme" (d'où on pourrait déduire qu'il fut un temps où elle n'était pas "complètement" et même pas du tout "dégénérée" - passons).

Dès le point deux, les distorsions commencent. Selon ce point : «*Le "Programme de Transition" ... établit que l'issue pour sauver l'humanité de la ruine de la décadence, de l'oppression nationale et de l'exploitation est le combat pour l'édification de la République universelle des soviets*». Non. Le Programme de Transition ne contient pas ce mot d'ordre. Il ne mentionne même pas celui des Etats-Unis Socialistes d'Europe. Il laisse de côté bien d'autre chose encore. Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas le programme de la IVE Internationale, mais la partie de ce programme qui vise à "la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir". Par contre il affirme qu'il faut :

«Un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.»

Suit, dans ce même point de la résolution, une affirmation fautive : «*La révolution sociale substituera la propriété sociale à la propriété privée par l'expropriation du capital.*» Non. Ainsi que Trotsky l'écrit : «*La propriété privée, pour devenir sociale doit inéluctablement passer par l'étatisation*». Ce ne sera qu'à un très haut niveau de développement des forces productives et alors que l'Etat ouvrier dépérira, c'est-à-dire lorsque le socialisme sera en passe d'être réalisé, que la propriété deviendra sociale (voir "La révolution trahie" page 268). Ce point deux se conclut par une phrase qui, a priori, semble curieuse :

«Ce combat pour la révolution sociale est étroitement

LE ROLE DES PC GOMME

Le point trois est non moins remarquable. Sous prétexte que les bureaucraties du Kremlin, de Chine et des pays de l'Est "les PC du monde entier qui ne sont que des appendices de la bureaucratie du Kremlin sont en train de s'effondrer", le rôle politique qu'ils ont joué et continuent à jouer est amoindri. Il

entendu les rapports, les a discutés ; a entendu les réponses ; elle a constitué ses commissions qui se sont réunies et ont rapporté en séance plénière ; elle a discuté et voté la résolution ; elle a élu le nouveau conseil général. Quel stakanovisme politique ! En vérité, la "conférence mondiale", la "plus haute instance" de "IVE Internationale-CIR" a été traitée par-dessus la jambe, comme une simple formalité. Cela au moment où la direction du PCI et de "IVE Internationale-CIR" affirme qu'il faut "reproclamer" dans de courts délais la IVE Internationale.

relié au combat pour la révolution politique. Rétablir la démocratie des conseils équivaut à rétablir, contre la bureaucratie, qui a transformé la propriété d'Etat en moyen d'asservissement des ouvriers, des kolkoziens et des nationalités, la propriété sociale dans sa fonction libératrice des chaînes de l'oppression.»

La propriété d'Etat aurait donc été le moyen d'oppression que la bureaucratie aurait utilisé contre les ouvriers, les kolkoziens, les nationalités ! Par contre, la "propriété sociale", dont il n'est pas défini en quoi elle consiste, aurait une "fonction libératrice des chaînes de l'oppression" ? Jusqu'à présent les organisations défendant le programme de la IVE Internationale contre les révisionnistes s'en tenait à :

«L'Union Soviétique est sortie de la révolution d'octobre comme un Etat ouvrier. L'étatisation des moyens de production, condition nécessaire du développement socialiste, a ouvert la possibilité d'une croissance rapide des forces productives.» ("Programme de Transition", page 35).

Quant à la dégénérescence de cet Etat ouvrier, à la naissance d'une bureaucratie parasitaire, à sa croissance, à sa "transformation en caste privilégiée toute puissante", d'après Trotsky, elles ont résulté de l'isolement de la Révolution Russe, alors que l'économie de la Russie, déjà considérablement retardataire, avait été dévastée par quatre années de guerre impérialiste, trois années de guerre civile et que le prolétariat était épuisé et décimé politiquement et physiquement.

Une révolution politique est, en conséquence, nécessaire pour régénérer, pratiquement reconstruire sur le plan politique, l'Etat ouvrier. En bref, il s'agit de rétablir la véritable dictature du prolétariat et non d'établir on ne sait quelle "propriété sociale". Mais c'est là sans doute que git le lièvre : les anarchistes, anarcho-syndicalistes, d'autres courants de la sorte, les bureaucrates de FO et d'autres organisations dénoncent résolument la dictature du prolétariat. Par contre, ils sont tout à fait prêts à se prononcer pour une "propriété sociale" indéfinie et indéfinissable, chacun y mettant le contenu qui lui convient.

est réduit à rien ou à presque rien. Ainsi, on lit dans ce point trois :

«L'aide inappréciable que le stalinisme a apporté à

l'impérialisme, son crime historique, aura été de salir le communisme.»

Voilà à quoi est rétréci le rôle passé et actuel de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des bureaucraties satellites, de la bureaucratie chinoise et cela dans la "Résolution politique adoptée par la conférence mondiale de IVe Internationale-CIR". Au "*crime historique d'avoir sali le communisme*" se réduiraient les terribles défaites du prolétariat mondial, les assassinats massifs de peuples entiers, de millions de travailleurs, de dizaines de milliers de militants, que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, les autres bureaucraties, ont organisés et commis !!!

Si l'on en croit ce point de "la résolution politique adoptée par la conférence" :

«Les partis de la IIe Internationale tentent et tenteront d'utiliser à leur profit le processus d'effondrement des PC. Agences directes de l'impérialisme, les partis de la IIe Internationale sont appelés à jouer le premier rôle dans la défense du "nouvel ordre mondial" que Bush et Gorbatchev prétendent édifier.»

Cette résolution, après avoir estompé le rôle contre-révolutionnaire de l'appareil international du Kremlin "*les PC du monde entier*", en vient à les faire disparaître absorbés qu'ils seraient au sein de la IIe Internationale. Et de citer : le "*PDS en Allemagne, (le) Parti Socialiste en Bulgarie, etc.*". Une fois encore : Non. En crise, la bureaucratie du Kremlin subsiste. En crise les partis de son appareil international subsistent. L'ex-SED de l'ex-RDA a changé d'étiquette, il s'est baptisé

NI "DEUX CAMPS", NI "DEUX PROGRAMMES"

Du point quatre retenons que :

«De ce qui s'est réclamé de la IVe Internationale à partir de 1950-53 se sont constitués deux camps qui luttent sur des programmes, des méthodes et des traditions différentes, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu, au sein de la IVe Internationale (CIR) des groupements s'orientant vers le révisionnisme (Broué, Favre, Roch Denis) ou, à l'inverse, au sein du SU, des militants, groupes, courants, cherchant à s'orienter vers le trotskysme.»

Le SU et "IVe Internationale-CIR" ne constituent pas, ou ne devraient pas constituer "deux camps". Le SU se situe, en usurpant le nom de IVe Internationale, du côté de la bourgeoisie, de l'impérialisme, des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. "IVe Internationale-CIR" devrait se situer totalement du côté du prolétariat. Ils devraient être

PDS. L'ex-PCB de Bulgarie a changé d'appellation, il s'est dénommé PSB. L'ex-PCI d'Italie s'est maquillé et se fait désormais appeler PDG. Ils restent des partis staliniens au sens de liés et subordonnés au Kremlin, de même que le PCF, le PC portugais, le PC espagnol, etc, etc. La crise de la bureaucratie du Kremlin s'exprime à l'intérieur de ces partis. Mais c'est une autre chose. Tout comme la bureaucratie du Kremlin, ces partis continuent à jouer un rôle contre-révolutionnaire primordial, sur les plans nationaux et internationalement.

Exemple : ils ont, et notamment le PCF, été un élément essentiel du soutien de l'intervention et de la guerre impérialiste contre l'Irak et le Moyen-Orient en utilisant les vieilles ficelles du "pacifisme". La social-démocratie est certes une agence directe de l'impérialisme. Mais cela ne diminue pas l'importance de l'action contre-révolutionnaire de l'appareil international du Kremlin, "*les PC du monde entier*".

Oui, mais : nécessité fait loi. La direction du PCI et de "IVe Internationale-CIR" doit "justifier" : sa participation en France à "l'appel des 75" lequel se situait pleinement sur la ligne du PCF et que celui-ci a entièrement contrôlé ; la participation en d'autres pays d'organisations membres de "IVe Internationale-CIR" à des regroupements et à des "actions" du même genre. Vraisemblablement d'autres regroupements avec les mêmes partenaires, d'autres actions menées à leur côté suivront. Dès lors, amoindrir l'action contre-révolutionnaire de l'appareil international du Kremlin, parler de lui pratiquement au passé, devient nécessaire, quitte à tout reporter sur "les partis de la IIe Internationale". Qu'on le veuille ou non une odeur de pablisme émane de ce tour de passe-passe.

séparés par une frontière de classes et pas simplement "*constituer deux camps*".

Ecrire "*Ce sont deux programmes qui s'opposent irréductiblement*" c'est idéaliser le pablisme. Pas plus que les bureaucraties parasitaires, l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin, les pablistes, le SU n'ont de "programme". Ils pratiquent une politique empirique de flanc-garde des appareils staliniens et social-démocrates.

Quant à Broué, Favre, Roch Denis, d'autres encore (Cambadélis, par exemple) pourquoi ne pas dire qu'ils furent les plus ardents partisans de l'exclusion, en 1984, de militants qui, aujourd'hui, sont membres du "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale)", ce qui fut une manifestation évidente de leur tendance à s'orienter "*vers le révisionnisme*".

LE REVISIONNISME AVANCE TOUJOURS MASQUE

Mais pourquoi fabriquer de toute pièce la pseudo citation suivante : "*la bureaucratie stalinienne, dans les siècles de transition, est contrainte de construire le socialisme à sa manière*". Jamais les pablistes n'ont, en 1950-53, écrit cela. Ça aurait été trop clair.

Pablo expliquait dans son rapport devant le 10e plénum : "*L'évolution de la situation objective agit actuellement (et ce processus ira en s'amplifiant, avec l'évolution vers la guerre et la guerre elle-même) sur toute organisation ouvrière de masse... Contre la tendance*

opportuniste droitière et pour la transformation en centrisme.»

Dans "Où allons-nous ?", il écrivait :

«Des gens qui désespèrent du sort de l'humanité parce que le stalinisme dure encore et remporte même des victoires, rapetissent l'Histoire à leur mesure. Ils auraient voulu que tout le processus de transformation de la société capitaliste en socialisme s'accomplisse dans les délais de leur courte vie, afin qu'ils puissent être récompensés de leurs efforts pour la Révolution.

Quant à nous, nous réaffirmons ce que nous avons écrit dans le premier article que nous avons consacré à l'affaire yougoslave : cette transformation occupera probablement UNE PERIODE HISTORIQUE ENTIERE DE QUELQUES SIECLES QUI SERA REMPLIE ENTRE TEMPS PAR DES FORMES ET DES REGIMES TRANSITOIRES ENTRE LE CAPITALISME ET LE SOCIALISME (souligné par nous), nécessairement éloignées des formes "pures" et des normes.»

Mais dans ce même article il affirmait :

«La hantise de la "domination mondiale du stalinisme" est propre aux gens qui sont incapables d'apercevoir, faute d'une compréhension théorique correcte du stalinisme, que les contradictions inhérentes à la nature de ce dernier, loin de s'apaiser et de s'éliminer au fur et à mesure de son expansion, se reproduisent en réalité sur une échelle toujours plus grande et provoqueront son éclatement. Et ceci de deux façons : par les contre-coups des victoires anti-capitalistes dans le monde et en URSS même, stimulant la résistance des masses à la bureaucratie ; par l'élimination à la longue des raisons objectives de la bureaucratie, de toute bureaucratie, au fur et à mesure que le régime capitaliste recule et qu'une partie toujours plus grande et économiquement plus importante lui échappe et s'organise selon une

économie étatisée et planifiée favorisant l'essor des forces productives.» ("Les Congrès de la IVe Internationale", tome 4 : première citation page 41, deuxième citation page 37).

Toute cette littérature est révisionniste en ce que :

- si une "période historique entière" qui durera "quelques siècles" sépare le capitalisme du socialisme où existeront "des formes transitoires"... "nécessairement éloignés des formes "pures" et des normes", alors ces régimes seront des régimes bureaucratiques historiquement nécessaires. En conséquence les bureaucraties qui seront au pouvoir constitueront de véritables classes sociales exerçant une fonction historiquement progressive que le prolétariat est incapable d'assumer ;

- l'affirmation selon laquelle la bureaucratie du Kremlin éclatera n'est plus que poudre aux yeux. Pourquoi si les bureaucraties remplissent des fonctions nécessaires éclateraient-elles ? Il reste, autre thèse révisionniste, qu'à la longue le développement des forces productives la fera dépérir progressivement.

Le révisionnisme, surtout lorsqu'il part du sommet des organisations se réclamant de la IVe Internationale, avance toujours masqué et enrobé de phrases, voire de discours "trotskystes", au moins tout autant que cela lui est possible.

DE QUELQUES POINTS

Le point six prétend qu' «à la conférence de Londres en 1966 nous avons posé la question de la reclamation de la IVe Internationale». Ce n'est pas exact. A cette conférence, le débat s'est centré sur : faut-il reconstruire la IVe Internationale ou proclamer : nous sommes la IVe Internationale. La preuve : après avoir, pendant plusieurs années paralysé le "Comité International de la IVe Internationale" la direction de la "Socialist Labor League" l'a fait éclater en 1971. Elle n'a rien eu de plus pressé que de proclamer son petit groupe international : IVe Internationale. Les points quatre, cinq et six fourmillent d'inexactitudes qui prouvent avec quelle légèreté "la résolution politique adoptée" a été rédigée et votée.

Le point sept commence par une affirmation qui ne correspond pas à la réalité :

«Le mouvement ouvrier mondial entre tout à la fois dans une période de confusion et de recomposition».

Premièrement il ne s'agit pas seulement de "confusion" mais il s'agit aussi d'un processus de dislocation et de décomposition. D'autre part, il n'y a pas synchronisme entre

le processus de dislocation et de décomposition et celui de recomposition. Mais cette luxation de la réalité est nécessaire aux dirigeants de "IVe Internationale-CIR" pour tenter d'accréditer que la conférence de Barcelone, sur laquelle nous reviendrons, a regroupé une "nouvelle avant-garde" alors que, pour l'essentiel, elle a réuni des scories du "mouvement ouvrier et démocratique".

Notons au passage cette inversion des rapports :

«La IVe Internationale conformément au programme a établi qu'il n'y a pas de réforme possible des partis de la IIe Internationale, qu'il n'y a pas de réforme possible des PC, et que le SU, étant devenu un centre révisionniste liquidateur, est irredressable.»

Non. C'est le contraire : le programme résulte de l'analyse du développement de la lutte des classes, de la nature des organisations social-démocrates et staliniennes, d'où se dégage la nécessité de construire la IVe Internationale. La lutte des classes et ses multiples expressions sont à l'origine du programme de la IVe Internationale et pas l'inverse.

A NOUVEAU A PROPOS DU PROGRAMME DE TRANSITION

Une fois encore est répétée cette falsification :

«Le Programme de Transition c'est le programme de la IVe Internationale».

Non. C'est une partie du programme de la IVe Internationale. Le programme de la IVe Internationale intègre tous les acquis théoriques et politiques des 1ère, 2e et 3e Internationales et notamment les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste. Trotsky écrivait à propos du Programme de Transition :

«Je souligne qu'il ne s'agit toujours pas du programme de la IVe Internationale. Le texte ne contient ni la partie théorique, c'est-à-dire l'analyse de la société capitaliste et de son stade impérialiste, ni le programme de la révolution proprement dite. Il s'agit d'un programme d'action pour la période intermédiaire.» ("Œuvres", tome XXVII, page 135).

Manque au Programme de Transition : la réalisation de la dictature du prolétariat et ses tâches ; des mots d'ordre comme ceux des Etats Unis Socialistes d'Europe et de République

Universelle Soviétique Socialiste. La marche au socialisme en est absente.

Le point huit de cette résolution prétend qu'il s'agit de « combattre pour la construction de partis ouvriers indépendants ». Mais comment s'exprime l'indépendance d'un

parti par rapport à la bourgeoisie, aux bureaucraties parasitaires, à toute organisation qui leur est liée, sinon par son programme qui : « partant des conditions actuelles de larges couches de la classe ouvrière (doit conduire) invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat » ?

D'ETRANGES CONSIDERANTS

Ce point huit déclare :

« Les tâches pour la reproclamation de la IVe Internationale sur la ligne de la conférence ouverte pour l'Internationale ouvrière sont nécessairement reliées à la liberté de discussion et de critique, y compris de la IVe Internationale avec et entre militants, les groupes, tendances et organisations indépendants qui jaillissent et jailliront de l'intérieur du mouvement ouvrier. »

Il conclut :

« C'est pour aider ces processus qui seront nécessairement longs et contradictoires qu'il faut reproclamer la IVe Internationale. Egalement pour se

différencier du SU révisionniste et de tous les faussaires. »

Etranges considérants. La "reproclamation" de la IVe Internationale est une exigence qui date du moment où le pablisme l'a disloquée. "Se différencier du SU révisionniste et de tous les faussaires" ne saurait attendre la "reproclamation" de la IVe Internationale. La possibilité de la "reproclamer" dépend des défaites, ou même de la défaite irrémédiable, infligée au révisionnisme, de la reconstitution d'un cadre international solide, d'une direction ayant acquis une grande maturité politique et une homogénéité réelle, de l'enracinement dans le prolétariat d'au moins certaines de ses sections. Malheureusement "IVe Internationale-CIR" n'en est pas là. Il s'en faut de beaucoup.

AU NOM DE SA "REPROCLAMATION", ASSASSINAT DE LA IVe INTERNATIONALE

La conclusion du point neuf, qui est également la conclusion de la "Résolution politique adoptée par la conférence", éclaire ce que les dirigeants du PCI et de "IVe Internationale-CIR" entendent par "reproclamation de la IVe Internationale".

« Nous proposons, sur la base du bilan de la IVe Internationale depuis 1938, que soit convoquée la Conférence mondiale de la IVe Internationale, incluant tout groupe et organisation indépendants, qui, bien que ne situant pas leur action sur le programme de la IVe Internationale, se déclarent prêts à discuter de la reproclamation de la IVe Internationale. »

C'est incroyable. Seront conviés à participer à la "Conférence mondiale", qui devrait reproclamer la IVe Internationale, des groupes, des organisations dits indépendants, « ne se situant pas sur le programme de la IVe Internationale ». Bien sûr, ils seraient invités à participer à sa "reproclamation", leurs dirigeants à devenir membres de sa direction. A l'intérieur de la "IVe Internationale" reproclamée, il y aurait des militants des groupes, des organisations, prétendus indépendants qui se dresseraient contre la constitution de tout Etat ouvrier, contre l'établissement de la dictature du prolétariat, contre l'étatisation de l'essentiel des moyens de production, etc... Il y aurait également d'autres militants d'autres groupes, d'autres organisations, prétendus indépendants, se situant sur le terrain d'un "réformisme" bon teint, opposé par principe à la révolution prolétarienne, prétendant que la société et l'Etat bourgeois sont perfectibles jusqu'au point où le socialisme serait établi et qui sont accrochés au parlementarisme et à la démocratie bourgeoise.

Parmi les dirigeants de cette "IVe Internationale" new-look, il y aurait des gens du genre Mamadou Dia et Monja Joana, ex-président du parti Momima (Mouvement National pour

l'Indépendance de Madagascar) de célèbre mémoire et sur lesquels Pierre Lambert avait fondé tant d'espoir. Naturellement, siégerait à sa direction Moïse Moleiro, vice-président de l'Assemblée Nationale du Vénézuéla — dont la majorité est composée de députés membres du parti du massacreur, en février-mars 1989, de la population laborieuse de ce pays, Carlos Andrés Pérez — ce qui est, n'en doutons pas, une preuve de son indépendance vis à vis de l'Etat bourgeois vénézuélien. Mais Moïse Moleiro n'est-il pas un des dirigeants du MAS-MIR qui s'est prononcé en février-mars 1989 pour "le rétablissement de l'ordre" ?

Au nom de la "reproclamation de la IVe Internationale", "IVe Internationale-CIR" serait liquidée et la IVe Internationale assassinée. Voilà l'aboutissant de cette "résolution politique adoptée par la conférence mondiale de "IVe Internationale-CIR"". Comme on peut le constater, le révisionnisme liquidateur se maquille toujours. Finalement, la "conférence mondiale" n'avait pas besoin de siéger plus de deux jours et demi pour engager "IVe Internationale-CIR" aussi loin sur la voie d'un révisionnisme liquidateur non moins destructeur que le pablisme. Elle n'a été que le prélude à la "Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière", qui s'est tenue, elle aussi à Barcelone, mais les "3, 4, 5, 6 janvier 1991" dont l'analyse jette un jour cru sur l'orientation adoptée les 1, 2, et 3 janvier. Mais en rapprochant les dates, il devient d'un seul coup évident que la "Conférence mondiale des sections de IVe Internationale-CIR" ne s'est tenue que sur un jour et demi. Les délégués à cette conférence, les dirigeants de "IVe Internationale-CIR" ont tous participé à la "Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière". A moins d'avoir le don d'ubiquité, s'ils participaient le 3 janvier à la seconde conférence, ils ne pouvaient participer le même jour à la première.

A PROPOS DU "MOUVEMENT OUVRIER ET DEMOCRATIQUE"

A la "Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière" auraient participé : « 182 délégués et observateurs représentant 90 groupes, partis et organisations ». Il y a bien

longtemps que les pablistes et autres ont utilisé ce genre d'inflation pour faire croire à leur représentativité. Passons. Cette conférence aurait-elle été réellement représentative que

cela ne changerait rien à sa nature. La "Présentation" est déjà très édifiante. On y lit :

«Les origines des courants, militants, groupes, organisations représentés à Barcelone recoupaient tout l'éventail des courants existants dans le mouvement ouvrier et démocratique»

«Le mouvement ouvrier et démocratique»? C'est un collage, une tentative de mettre sur le même plan le mouvement ouvrier et les organisations dites "démocratiques" de tout genre. A une définition de classe "le mouvement ouvrier" est juxtaposé un simple mot "démocratique" qui efface la frontière

des classes. Le champ s'ouvre à la collaboration avec les partis, organisations, mouvements, qui, au nom de la "démocratie", pratiquent la collaboration des classes, se situent sur le terrain de la bourgeoisie, et même, avec des «militants, groupes, organisations» bourgeois et petits-bourgeois, pourvu qu'ils se réclament de "la démocratie". Le plus souvent le révisionnisme doit s'avancer, au sein des organisations de la IVe Internationale, en jetant la confusion. Clarifions. «Le mouvement ouvrier et démocratique» c'est ce qui est communément appelé "la gauche". A la place de «tout l'éventail des courants existants dans le mouvement ouvrier et démocratique» il faut lire «tout l'éventail des courants existants dans la gauche».

SOMMAIRE DE LA "CONFERENCE MONDIALE OUVERTE"

Sa «Présentation» nous informe que «la Conférence mondiale ouverte de Barcelone s'est refusée à figer le processus naissant». En langage clair : "la conférence mondiale" a évité de répondre aux questions essentielles que le prolétariat a à résoudre. En effet, cette conférence a eu la particularité de ne pas se prononcer sur la plupart des résolutions qui lui ont été "présentées" : elle les a "enregistrées". Il en est ainsi : des résolutions que lui ont soumises les commissions Amérique latine, Afrique, Europe, des femmes travailleuses, sur la défense des libertés démocratiques et la lutte contre la répression ; de la résolution pour une campagne internationale pour la libération de tous les emprisonnés politiques en Chine, pour la tenue à Hong-Kong d'un meeting international du mouvement ouvrier contre la répression en Chine ; d'un appel aux travailleurs du monde entier.

Une pluie de "déclarations" s'est abattue sur cette "Conférence mondiale" : "de militants des Etats-Unis" ; "des délégués des dernières colonies françaises à la conférence mondiale ouverte" ; "des militants de l'est européen et de Chine (en exil)" ; une "déclaration commune de Pierre Lambert (France)

et Yann Célény Uregei (Nouvelle Calédonie) ; "des syndicalistes participant à la Conférence mondiale de Barcelone" ; "des anarcho-syndicalistes participant à la conférence mondiale ouverte de Barcelone" ; "sur la mort de Tahar Bendid" ; "une lettre d'Ana Santander" ; etc, etc...

Enfin, le "Bulletin de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière" n° 1 publie un texte curieusement intitulé : «Contribution de synthèse des documents préparatoires à la conférence mondiale ouverte de Barcelone». Il n'est pas dit ce qu'il en est advenu.

Les seules «Résolutions adoptées par la conférence» sont :

- un «Manifeste contre la guerre et l'exploitation» ;
- la constitution d'un «Comité permanent» ;
- une «Résolution sur la campagne contre la guerre dans le Golfe» ;
- un «Appel des députés» ;
- un «Appel aux jeunes du monde» ;
- une «Déclaration finale»...

LE «MANIFESTE CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION»

IO a mis en exergue «Le manifeste contre la guerre et l'exploitation». C'est donc la pièce maîtresse que la "conférence mondiale ouverte" de Barcelone a adoptée. Il est indispensable de s'y arrêter. Il est daté du 3 janvier : c'est-à-dire qu'il a été adopté deux semaines avant que l'intervention impérialiste au Moyen-Orient se transforme en guerre ouverte contre l'Irak et les peuples du Moyen-Orient. "Le manifeste" affirme : «Nous sommes contre la guerre, les peuples et les travailleurs du monde entier sont contre la guerre». Suivent quelques considérants. Mais, surprise, dans ce «manifeste contre la guerre», il n'est pas fait mention, explicitement, de l'intervention impérialiste au Moyen-Orient et de la guerre proche contre l'Irak et les peuples du Moyen-Orient. A bien plus forte raison n'y est-il pas question de combattre inconditionnellement au côté de l'Irak et pour la défaite de la coalition impérialiste. Il évoque la guerre en général, comme ça, sans concrétisation, alors qu'une guerre concrète, impérialiste d'un côté, de défense et juste de l'autre, est proche.

La suite est écrite de la même encre :

«Nous nous prononçons en premier lieu pour la suppression des budgets militaires et l'affectation de ces sommes à des œuvres de paix et de première nécessité. Nous nous prononçons pour le démantèlement de toutes les bases militaires dans le monde.»

Peut-on tomber à un aussi bas niveau politique, à un pacifisme petit-bourgeois aussi lamentable ? La guerre impérialiste est le produit des contradictions du mode de production capitaliste parvenu à son stade suprême. C'est du vent, un baratin datant d'un autre âge, que de se prononcer «pour la suppression des budgets militaires», «le démantèlement de toutes les bases militaires dans le monde» et qu'est-ce donc que «les œuvres de paix et de première nécessité» ? Enfin, qui va «affecter ces sommes (à) ces œuvres» ? Les gouvernements bourgeois ? Par l'intermédiaire de la Croix-Rouge et du Croissant rouge peut-être ou d'autres organisations "caritatives" ? Ce pathos "pacifique" va dans le sens du désarmement politique des populations laborieuses et de la jeunesse. Outre que les trotskystes ne sont pas contre toutes les guerres, qu'ils sont pour le soutien des guerres que peuvent mener les peuples coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme, le soutien des guerres révolutionnaires, leur ligne politique c'est : si tu veux la paix prépare la révolution. C'est seulement si dans chaque pays la classe ouvrière prend le pouvoir, liquide le régime capitaliste, si se réalisent les Etats Unis Socialistes d'Europe, la République Universelle Soviétique Socialiste, le socialisme, que la paix sera assurée.

Le «Manifeste contre la guerre et l'exploitation» se termine par des phrases ronflantes :

«Nous affirmons notre confiance dans la capacité des travailleurs du monde entier à se libérer des chaînes de

l'exploitation et de l'oppression, leur capacité à édifier un monde où la collaboration harmonieuse entre les nations et les travailleurs se substituera à ce monde de la barbarie qui monte chaque jour davantage. Gouvernements, craignez la révolte des peuples. A bas la guerre !

Ces roulements de tambours veulent faire accepter les fumisteries de ce "Manifeste contre la guerre et l'exploitation". Il émane à l'évidence d'une assemblée où des philistins

(comme les appelait Trotsky) petits-bourgeois ; des organisations et des regroupements nourris des mensonges et tromperies des appareils traîtres au prolétariat ; des formations bourgeoises et petites bourgeoises "démocratiques" ; les vaticinations de groupuscules anarchistes ou anarcho-syndicalistes, ont donné le ton. Or, c'est la direction du PCI et de "IVe Internationale-CIR" qui est l'initiatrice, la force motrice, l'organisatrice de cette "conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière". On mesure là son irrémédiable dégénérescence. Elle n'a plus rien à envier au papisme.

UNE RESOLUTION EN QUATRE LIGNES ET DEUX MOTS D'ORDRE

Difficile, cependant, d'esquiver complètement l'intervention et la menace de la guerre impérialiste proche, au Moyen-Orient. Une résolution de quatre lignes et deux mots d'ordre et voilà l'affaire traitée. Les deux mots d'ordre sont : «*Non à la guerre ! Retrait immédiat des troupes*». Pas de prise de position contre l'ONU, ses résolutions qui décrètent l'embargo et le blocus contre l'Irak, qui exigent son retrait du Koweït, sa

capitulation, des "réparations", etc, etc... Rien non plus sur le nécessaire Front Unique des organisations ouvrières,, notamment syndicales, pour faire triompher ces exigences, organiser le boycott de la préparation de la guerre et de la guerre impérialiste contre l'Irak et les peuples du Moyen-Orient. C'est tout au plus une feuille de vigne, un "string" politique en quatre lignes et deux mots d'ordre.

DE «L'APPEL DES DEPUTES»...

Mais il y a "aussi" «*L'appel des députés*». Outre qu'il n'a pas été adopté par la conférence, même s'il est classé dans la rubrique «*résolutions adoptées par la conférence*», que seuls l'ont signé les élus qui ont participé à celle-ci, cet appel ne fait que reproduire le fameux "serment du 7 décembre contre la guerre dans le Golfe". Le "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale)" l'a analysé dans le supplément à "Combattre pour le Socialisme" n° 36, daté du 19 mars 1991 et titré : "La politique de la direction du PCI et l'agression impérialiste au Moyen-Orient" :

«"les 75" font adopter un texte qui substitue à la conscience de classe du prolétariat et à son organisation la conscience et l'engagement individuel, une certaine "morale pacifiste" propre aux "femmes, hommes et jeunes épris de paix". La lutte de classe du prolétariat est remplacée par un "serment" (sur l'honneur ou sur la bible ?) qui n'est rien d'autre qu'une rodomontade

(«s'ils déclenchent les hostilités immédiatement et partout, nous descendrons dans la rue pour faire entendre notre colère»). Le tout assaisonné de l'illusion réformiste sur "la paix juste et durable". L'illusion petite bourgeoise submerge et balaie les enseignements les plus fondamentaux de plus d'un siècle et demi de lutte révolutionnaire : "si tu veux la paix, prépare la révolution" ; seule la victoire de la révolution prolétarienne mondiale (ce qui n'est pas le pacifisme) et la construction du socialisme assureront "une paix juste et durable".

Le "serment" se conclut par une nouvelle rodomontade politiquement désarmante. «Il n'y aura pas la guerre» et finalement accusatrice «Les peuples unis et solidaires ne le permettront pas». Ce qui revient à dire : s'il y a tout de même la guerre c'est que les peuples ne sont pas unis et ne sont pas solidaires, ils en sont donc responsables.»

... A «L'APPEL AUX JEUNES DU MONDE»

«*L'appel aux jeunes du monde*» se borne à écrire :

«La guerre menace. Ceux qui la préparent, Bush, Gorbatchev, Mitterrand, etc... disent qu'ils défendent l'"ordre mondial".

Mais de quel "ordre mondial" s'agit-il ?

Là-dessus cet "appel" cite certains des maux qui frappent la jeunesse. De l'expédition impérialiste, de la guerre impérialiste au Moyen-Orient qui est proche, il ne dit pas un mot.

«"L'ordre mondial" auquel aspirent les jeunes du monde entier, c'est celui de la justice et du travail, de la paix et de la liberté, de l'égalité des droits et de la fin de toutes les oppressions. La démocratie à laquelle aspirent les jeunes du monde entier ne peut exister sans la garantie

d'un salaire décent, sans le droit à l'instruction, sans le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Jeunes, ensemble, préparons la journée internationale de lutte de toute la jeunesse.

Pour la démocratie, le droit à l'instruction, au travail, pour la paix.

Pour coordonner l'ensemble de nos initiatives et échanger l'ensemble de nos expériences, nous, jeunes d'URSS, d'Allemagne, d'Algérie, d'Afrique, de France, d'Espagne, de Suisse, d'Amérique latine, de Palestine, décidons de constituer un comité international de correspondance.»

De la nécessité de la révolution prolétarienne, du socialisme, du rôle de la jeunesse et d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse, pas un mot.

«LA DECLARATION FINALE»

La «Déclaration finale» confirme que «Le manifeste contre la guerre et l'exploitation» est bien le texte central et essentiel de la conférence puisqu'il y est écrit :

«Nous portons à votre connaissance les résultats de nos travaux et en premier lieu le "Manifeste contre la guerre et l'exploitation" adopté par les délégués des 53 pays représentés.»

De l'expédition impérialiste, de la guerre impérialiste proche au Moyen-Orient pas un mot.

«Nous décidons de nous constituer en Entente internationale des travailleurs.»

Mais cette "entente internationale" sera d'un grand libéralisme. Elle ne devra pas «empiéter sur les prérogatives (sic) des

organisations politiques et syndicales dont ils (ses participants) sont membres ou qu'ils seraient amenés à constituer».

«Nous décidons donc l'édition régulière d'un bulletin international de discussion, ouvert à tout les courants et organisations indépendants, sous le titre "Bulletin de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière"».

Comme il se doit, la «déclaration finale» se termine par :

«Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

Et le tour est joué.

DEUX DES DECLARATIONS

Les «résolutions des commissions» n'ayant pas été adoptées par la conférence, mais seulement "enregistrées" nous ne les analyserons pas. Tout au plus quelques remarques sont nécessaires à propos de certaines d'entre elles. Dans la «Déclaration commune de Pierre Lambert (France) et Yann Uregei (Nouvelle Calédonie)», il ne manque que l'essentiel : l'exigence du retrait de l'armée, de toutes les forces répressives et de l'administration françaises sans lequel il n'y a pas d'indépendance pour le peuple kanak ; l'indispensable combat pour le Front Unique des organisations ouvrières françaises, les partis et principalement les syndicats, à l'intérieur de ceux-ci (notamment dans FO), pour qu'elles se prononcent et luttent pour l'indépendance du peuple kanak, n'est pas même mentionné.

La partie suivante de la «Déclaration des anarcho-syndicalistes participant à la Conférence mondiale ouverte de Barcelone» est remarquable :

«En tant qu'anarcho-syndicalistes, les soussignés mettent fraternellement en garde les militants de toutes tendances sur les dangers que représentent les illusions entretenues sur le rôle et la place de l'Etat qui ne peut, en aucune manière, être considéré comme un moyen même transitoire, de l'émancipation des travailleurs qui, en tout état de cause, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Barcelone, le 6 janvier 1991»

Ont signé cette déclaration : Francisco Hénarés, Rafaël

POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE

La lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale peut et même doit certainement passer par l'action et l'initiative politiques en vue de la tenue d'une ou de plusieurs "conférences ouvertes" et par la tenue de telles conférences. Dans un numéro spécial de "Combattre pour le Socialisme", daté du 5 mars 1988, adressé «aux militants de "IVe Internationale-CIR" et du PCI», tirant le bilan de «la conférence mondiale des sections de la IVe Internationale-CIR» qui s'était tenue du 25 au 31 janvier 1988, le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (pour la reconstruction de la IVe Internationale), écrivait :

«La tactique de la "conférence ouverte" n'a jamais été plus nécessaire pour reconstruire la IVe Internationale.

Hénarés, Hector Alvarez (Barcelone, Espagne) ; Alexandre Hébert (Nantes, France) ; Joachim Salamero (Bordeaux, France) ; Andreï Issaïev, Cyrill Bouketov (Moscou, Union Soviétique).

Cette déclaration a au moins l'avantage d'être nette : les anarcho-syndicalistes se prononcent contre tout Etat, y compris contre la formation d'un Etat ouvrier ; par conséquent : contre toute prise du pouvoir par le prolétariat s'organisant en classe dominante ; contre la dictature du prolétariat ; contre l'étatisation des moyens de production. Ils mettent en garde contre ce qui est l'axe du programme de la "IVe Internationale", contre ce programme. Ce n'est pas par hasard qu'ils ont utilisé la rédaction «l'Etat ne peut en aucune manière être considéré comme un moyen, même transitoire, de l'émancipation des travailleurs». Les dirigeants de "IVe Internationale-CIR" et du PCI se taisent, sous prétexte de ne pas imposer à leurs partenaires le Programme de Transition.

Voilà qui renvoie au point final de «La résolution politique adoptée par la conférence mondiale de IVe Internationale-CIR», le point neuf. Ce type de militants, d'organisations, de groupes, seront invités à participer à la conférence qui devrait soi-disant "reproclamer" la IVe Internationale et à siéger à sa direction. Ce n'est pas seulement une possibilité, c'est une certitude : Alexandre Hébert, par exemple, siège déjà depuis le début des années 70 au Comité Central et au Bureau Politique du PCI.

Encore faut-il qu'elle soit justement appliquée et qu'elle ne soit pas prétexte à liquider le programme de transition et à une politique renonçant à la reconstruction de la IVe Internationale, qui détruit "IVe Internationale-CIR". Elle exige et implique :

- Défense de "IVe Internationale-CIR" et lutte pour son redressement politique et organisationnel,

- Pas d'abandon de ce qui devrait être l'axe de "IVe Internationale-CIR" : la reconstruction de la IVe Internationale,

- Propositions de campagnes politiques sur les plans nationaux et internationaux pour des actions de Front Unique, qui ne sont des actions de Front Unique que si elles sont des actions de masse sur des points, des revendications et des mots d'ordre précis. La lutte pour le F.U. doit être engagée en direction de toutes les organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats, qu'elles aient ou non rompu avec le stalinisme, la social-démocratie ou la bourgeoisie. Dans le F.U., chaque organisation garde son indépendance politique et défend sa propre politique. De ce point de vue, il est nécessaire de caractériser la conférence de Caracas. Elle n'a pas été l'expression d'un Front Unique de ce type mais une conférence entièrement contrôlée par la bureaucratie castriste, les stalinien, les diverses variétés de crypto-stalinien, comme le prouvent les résolutions qui en sont issues. D'ailleurs le MIR et Moïse Moleiro qui en ont été les organisateurs, non seulement sur le plan matériel mais également sur le plan politique, sont étroitement liés aux castristes.

En aucun cas la "IVe Internationale-CIR" ne peut renoncer à se construire et à construire ses sections, soit en constituant ses propres organisations nationales, soit en organisant en fraction les membres et les partisans de la IVe Internationale dans les organisations où ils sont ou seraient investis. Cela n'exclut nullement de se fixer l'objectif de gagner à la IVe Internationale les organisations et la direction de ces organisations dans le cas où ce sont des organisations ayant rompu avec la bourgeoisie, le stalinisme, les mouvements nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, qu'elles visent à la construction de partis et d'une internationale révolutionnaire et qu'elles soient à la recherche d'un programme menant à la révolution prolétarienne. Cela n'exclut évidemment pas plus des accords politiques déterminés avec les directions de ces organisations. Mais à chaque fois et à

A PROPOS D'UNE INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Les dirigeants de "IVe Internationale-CIR" du PCI prétendent que (le programme de transition est le programme de la IVe Internationale) parce qu'ils veulent faire croire qu'on ne peut le proposer et éventuellement le faire adopter par des militants et des organisations qui sont en rupture avec l'impérialisme, les bureaucraties parasitaires, les organisations nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises et s'orientent vers la construction des partis ouvriers révolutionnaires, la construction d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire qui ont donc besoin d'un programme et d'une politique. C'est le contraire. Le programme de transition a ses origines dans la nécessité pour les trotskystes français entrant en 1934 dans la SFIO, pour le SWP s'engageant dans la lutte politique pour un Labor Party aux USA, d'élaborer, de disposer, de proposer et de combattre pour un programme d'action. Le programme de transition est, si l'on peut utiliser cette formule, à l'exception de sa partie sur la IVe Internationale, le "programme minimum" de tout parti révolutionnaire, d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire qui ne peuvent être que des transitions vers la IVe Internationale et ses sections. Les dirigeants de "IVe Internationale-CIR" et du PCI ne peuvent proposer le programme de transition aux Mamadou

chaque moment des analyses concrètes de ces organisations et de leurs politiques sont indispensables. De toute façon "IVe Internationale-CIR", ses organisations ou fractions nationales doivent définir leur politique, l'exprimer (publications) et la défendre.

La "IVe Internationale-CIR" n'a pas à précipiter la constitution d'une prétendue "internationale ouvrière" qui ne serait même pas le "bureau de Londres". Toute proposition concrète de réunir une "conférence ouverte" exige en préalable une analyse concrète des organisations auxquelles "IVe Internationale-CIR" peut ou pourrait s'adresser, de leurs origines, de leur parcours politique, de leur programme, de leur orientation. La perspective d'une "conférence ouverte" doit être tracée en relation à la constitution d'organisations réellement en rupture ou en voie de rupture avec la bourgeoisie, les bureaucraties parasitaires, les organisations nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises (exemple l'AZAPO). Elle doit être proposée sur des bases déjà définies en 1973 et 1977. "IVe Internationale-CIR" doit dire : voilà le programme de transition, notre appréciation de la période actuelle, notre politique. Quels sont les vôtres ? "IVe Internationale-CIR" en tant que telle doit prendre éventuellement l'initiative d'une proposition de conférence ouverte si elle considère que les conditions peuvent en être réunies et impulser sa réalisation. Bien que toute "conférence ouverte" ne doive pas nécessairement aboutir à former une "Internationale Ouvrière Révolutionnaire", que l'aboutissement d'une telle conférence puisse être seulement la constitution d'une entente ou coordination internationale sur un ensemble de positions précises, "IVe Internationale-CIR" doit y exprimer et y défendre le programme de transition et sa politique, à plus forte raison lorsque l'objectif d'une telle conférence est de constituer une Internationale Ouvrière Révolutionnaire.

Dia, Moïse Moleiro et autres parce que ceux-ci restent liés à l'impérialisme, aux bureaucraties parasitaires, aux organisations nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises.

Au cas où se dessinerait un regroupement international qui pourrait donner naissance à la constitution d'un nouveau "bureau de Londres", "IVe Internationale-CIR" devrait intervenir dans ce processus pour éviter la formation d'une prétendue "Internationale Ouvrière", nouvel obstacle à la reconstruction de la IVe Internationale.

Une Internationale Ouvrière Révolutionnaire, transition vers la IVe Internationale reconstruite se constituera-t-elle ? C'est une possibilité et non une certitude. Il faut l'aborder ainsi que l'a fait le rapport du "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale)," sur la IVe Internationale :

«Est-il possible qu'«une internationale révolutionnaire des travailleurs» se constitue sur «une position claire sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat» sans que l'organisation qui combat pour la

reconstruction de la IVe Internationale soumette son programme et combatte ouvertement, publiquement pour ce programme ? Poser la question c'est y répondre. Non ! Car il n'y a de "position claire" sur ces questions, comme sur la révolution permanente que dans et par le programme de la IVe Internationale. L'application de ce que Lambert définit comme la base minimale pour la constitution d'une "internationale ouvrière des travailleurs" exige en réalité que cette internationale adopte non le programme de la IVe Internationale dans sa totalité, mais le programme de transition exception faite de la partie concernant directement la IVe Internationale.

Les courants, tendances, organisations, partis engendrés par la lutte des classes du prolétariat, échappant au contrôle des appareils du mouvement ouvrier, ou (et) des organisations nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises dans les pays semi-coloniaux, seront

différenciés. Certains se cristalliseront sur des positions plus ou moins centristes, certains avanceront. D'autres reculeront. D'autres seront immédiatement gagnables à la IVe Internationale et son programme. D'autres seront la proie de déchirements internes. Ce n'est que par la bataille politique que des pas en avant seront faits, les obstacles écartés et détruits, etc. L'organisateur de cette bataille ne peut être que "IVe Internationale-CIR".»

L'indépendance politique et organisationnelle de "IVe Internationale-CIR" et de ses organisations, leur action politique propre, leur capacité d'initiatives, sont plus que jamais indispensables. Aucun représentant d'organisation qui ne se serait pas prononcé pour la reconstruction de la IVe Internationale et pour son programme n'a à siéger en permanence dans l'organisme dirigeant de "IVe Internationale-CIR" et dans ceux qui dirigent ses sections.»

A LA LIMITE DE LA LIQUIDATION DE "IVe INTERNATIONALE-CIR"

La prétendue "Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière" fut un capharnaüm politique. Les petits-bourgeois philistins (pour utiliser à nouveau l'expression de Trotsky) des organisations et regroupements nourris par les mensonges et tromperies classiques des appareils traîtres au prolétariat et les reproduisant, les vaticinations de groupuscules anarchistes et anarcho-syndicalistes, l'ont dominée. Après avoir organisé la "conférence mondiale" bidon de la "IVe Internationale-CIR", la direction de celle-ci et du PCI a dissout les organisations qui en sont membres dans la "conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière". Sous prétexte de "reproclamation de la IVe Internationale", la direction de "IVe Internationale-CIR" et du PCI se prépare à dénaturer, à détruire cette dernière, à la liquider en tant qu'organisation assumant la continuité de la IVe Internationale, à la détruire comme organisation internationale trotskyste.

Le numéro spécial supplément au n° 36 de "Combattre pour le Socialisme" en date du 19 mars 1991, intitulé «*La politique de la direction du PCI et l'agression impérialiste au Moyen-Orient*» se concluait ainsi :

«Mais l'agression impérialiste contre l'Irak et les peuples du Moyen-Orient, la guerre qui vient d'avoir lieu sont des événements internationaux de première importance. Or, la nature d'une organisation se mesure au test : des événements politiques majeurs qui se produisent ; de l'orientation politique qu'elle suit par rapport à ces événements ; du comment réagissent ses militants à la politique que sa direction impulse. La capitulation des partis social-démocrates, dès le début et au cours de la Première guerre mondiale, chaque parti capitulant devant la bourgeoisie de son pays, a signifié

la faillite de la IIe Internationale et de chacun de ses partis (exceptés le parti bolchevik et le parti social-démocrate serbe qui n'ont pas sombré dans le social-patriotisme). Trotsky a estimé que la IIIe Internationale et ses partis étaient définitivement passés du côté de la défense à l'échelle internationale de l'ordre bourgeois, dès lors qu'en leur sein, une importante fraction ne serait-ce qu'après coup, n'avait pas condamné la politique du social-fascisme suivie sous la dictée du Kremlin par le Parti communiste allemand et finalement la capitulation sans combat du PCA devant Hitler.

La politique que la direction du PCI et le PCI ont suivie par rapport à la crise et à la guerre du golfe pose problème. Dans les mois qui viennent une fraction importante du PCI va-t-elle réagir ? Où en sont, où vont IVe Internationale-CIR et le PCI ? Vont-ils pouvoir encore être caractérisés comme des organisations trotskystes représentant la IVe Internationale ? Il serait prématuré de répondre à ces questions. Mais lourde et pleinement engagée est la responsabilité des militants du PCI.»

La "Conférence mondiale de la IVe Internationale (Centre International de Reconstruction)", la "Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière", sont de nouveaux pas vers la liquidation de "IVe Internationale-CIR" en tant qu'organisation trotskyste. La "reproclamation" de la IVe Internationale, dans les conditions politiques actuelles, marquerait le point final à sa destruction en tant qu'organisation trotskyste.

Le 7 mai 1991

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX